

LA LETTRE DE OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso N°3, novembre 2015

Sommaire

Arrivée de Monsieur Jean Lamy, nouvel ambassadeur de l'Union européenne au Burkina Faso - *Interview*

Déclaration de l'Union européenne sur la fin des affrontements consécutifs au putsch manqué du 16 septembre 2015 et au rétablissement de la normalité au Burkina Faso.....

Réaction de l'Union européenne suite aux attentats terroristes du 13 novembre 2015 à Paris.....

IV. L'Union européenne soutient activement le processus électoral au Burkina Faso

L'Ambassadeur Lamy remet ses lettres de créance au Président Kafando

L'Ambassadeur Lamy présente ses lettres de créance auprès de Cheick Soumaré, président de l'UEMOA

Partenariat cartographique UE-IGB : La carte géante du Burkina Faso remise au Président Kafando.....

Appui à la décentralisation : l'UE remet un important lot de véhicules et de matériels dans le cadre du programme d'appui à la décentralisation et aux investissements communaux (PADIC)

UEMOA : l'Ambassadeur Lamy intervient sur l'importance de la facilitation des échanges commerciaux et la coopération régionale

Aide humanitaire – sécurité alimentaire : Clôture du projet européen de soutien aux populations vulnérables pour lutter contre la malnutrition.....

Arrivée de Monsieur Jean Lamy, nouvel ambassadeur de l'Union européenne au Burkina Faso - *Interview*

M. Lamy, vous avez pris récemment vos fonctions au Burkina Faso, quelles sont vos premières impressions?



Jean Lamy, Ambassadeur
Chef de Délégation de
l'Union européenne auprès
du Burkina Faso

Je suis arrivé à Ouagadougou le 9 septembre, quelques jours seulement avant la tentative de coup d'Etat ! Ce fut une rapide entrée en matière... Le 15 septembre, j'assistais à la réunion du Groupe international de Suivi et d'Appui à la Transition au Burkina Faso (GISAT-BF) où la communauté internationale saluait les progrès du processus électoral en vue des élections du 11 octobre, et, le lendemain, le Président, le Premier Ministre et le gouvernement étaient pris en otage lors de la tentative de putsch...

C'est dans le feu de l'action diplomatique pour contrer ce coup de force, si je peux m'exprimer ainsi, que je me suis rendu compte de l'attachement profond de la population et de la jeunesse Burkinabè au processus de transition, aux changements en cours.

Je me souviendrai en particulier de plusieurs moments forts, au-delà des péripéties que nous avons vécues, avec plusieurs collègues, pendant le coup d'Etat, notamment à l'hôtel Laïco : D'abord, les acclamations du public au Président de la Transition, le jour de ce qu'on a appelé sa "réinstallation". Quand le président Kafando est rentré dans la salle, toute l'assemblée s'est levée et tous les Burkinabés ont entonné spontanément l'hymne national. Cela a été un moment vraiment fort, de patriotisme et de rassemblement, auquel j'ai été heureux d'assister.

La cérémonie des obsèques nationales des jeunes tombés sous les balles de l'ex-RSP a été également un moment particulièrement émouvant. Voir le Président Kafando s'incliner devant les cercueils alignés, c'était voir un homme d'état au service de son peuple qui s'incline devant ceux qui sont morts, pour leur patrie, pour la liberté de leurs concitoyens.

Lire la suite page 2



LA LETTRE DE OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso N°3, novembre 2015

Comment l'Europe a-t-elle réagi à la tentative de coup d'Etat ? Quelles est l'attitude de l'Europe à l'égard de la Transition ?

L'Union européenne a réagi immédiatement pour condamner le coup d'Etat et, au cours du déroulement de la crise, il y a eu en tout quatre déclarations de l'Union, ciblées, pour accompagner la sortie de crise du pays et le sursaut démocratique de sa population.

C'est avec fierté que j'ai participé, avec mes collègues européens et tout le personnel de la Délégation de l'UE, à l'effort général, forces vives de la nation en tête, pour remettre sur les rails une Transition que l'Union européenne a soutenue, dès le début, politiquement, diplomatiquement et financièrement. En effet, notre coopération ne s'est jamais arrêtée. Mon prédécesseur, Alain Holleville, et mes collègues à la Délégation ont su réadapter et renforcer nos actions pour soutenir le Gouvernement de Transition et, bientôt, celui qui sortira des urnes, afin de contribuer autant que possible à améliorer le quotidien de la population.

C'est ce que j'ai dit au Président Kafando lorsque je lui ai présenté mes lettres de créance, le 20 octobre dernier, des lettres de créance signées, pour les ambassadeurs européens, par le Président de la Commission européenne, M. Juncker, et par le Président du Conseil européen, M. Tusk. Une présentation de lettres de créance atypique aussi, puisque j'avais déjà été en contact avec le Président Kafando préalablement, lorsque la situation était incertaine.

Pouvez-vous vous présenter en quelques mots pour que les lecteurs de la « Lettre de l'UE à Ouaga » vous connaissent mieux ?

Avant d'entrer au service de l'action extérieure de l'Union européenne, j'ai occupé plusieurs fonctions dans le cadre de la diplomatie française, en Sierra Leone, en Norvège, au Portugal, au Cameroun et au Burundi, où j'ai été ambassadeur de 2010 à 2013, ainsi qu'au Ministère des Finances et de l'Industrie français. Dans mes fonctions antérieures, où la dimension européenne était toujours forte, je me suis plus particulièrement occupé de diplomatie économique, d'énergie, d'environnement, de stabilisation, de questions de reconstruction et de développement... J'espère que mon expérience diversifiée me permettra d'être utile pour accompagner le progrès économique et social du Burkina Faso dans le cadre de la nouvelle mission qui m'est confiée à la tête de la Délégation de l'UE

Nous sommes à la veille d'importantes échéances électorales. Qu'en pensez-vous ?

On l'a toujours dit, une Transition est soumise à des fragilités, à des risques, jusqu'à sa fin. Mais mon impression est que, maintenant que l'épine du RSP a été arrachée, les choses se passeront bien.

Il est important que tous les candidats, tous les partis en campagne respectent jusqu'à la fin le Code de bonne conduite qu'ils ont signé. Bien sûr, les opérations électorales doivent être conduites jusqu'à leur terme avec rigueur, transparence et équité. Mais sur ces deux fronts, je suis confiant. Je suis positivement impressionné par le travail mené par la CENI, que nous appuyons, par ailleurs, tout comme la société civile et les médias.

Bien sûr, il ne faut pas sous-estimer les risques sécuritaires. Nous l'avons vu, ici comme à Paris, des forces rétrogrades sont à l'œuvre partout dans le monde, et particulièrement dans la région du Sahel, où elles profitent de toutes les faiblesses, de la pauvreté et du désarroi d'une jeunesse dont le nombre augmente de façon quasi exponentielle. Le Faso a mis en place, rapidement après la perturbation de la tentative de coup d'état, un dispositif sécuritaire important. Nous devons tous rester vigilants.

Quel est le soutien de l'Union européenne au processus électoral ?

L'aide de l'Union européenne et de ses Etats-membres au processus électoral se fait de trois façons : d'abord à travers une partie de notre aide budgétaire générale au Gouvernement burkinabé (39 milliards de FCFA déjà payés en juillet) plus spécialement fléchée sur les dépenses de l'Etat relatives à l'organisation des élections ; ensuite à travers une assistance technique directe, en particulier à la CENI, mais aussi pour des actions en faveur de la société civile et des médias autour du processus électoral ; enfin, troisièmement, à travers le déploiement d'une mission d'observation électorale européenne (cf. article IV).

Pouvez-vous nous en dire plus sur cette Mission européenne d'observation des élections ?

La Mission d'Observation Electorale de l'UE (MOE-UE), qui est bien distincte et indépendante de la mission qui m'est confiée, est dirigée par Mme Cécile Kyenge, Membre du Parlement européen, qui s'est déjà rendue deux fois au Burkina Faso. Cette mission est là à la demande des Autorités de la Transition, avec l'objectif d'observer l'ensemble du processus électoral, d'appuyer les autorités nationales dans leur travail d'organisation des élections et d'accompagner toutes les parties prenantes du processus électoral, pour que les élections soient aussi transparentes et crédibles que possible.

Six Membres du Parlement européen et 48 autres observateurs court-terme arriveront avant le scrutin. Si l'on rajoute les observateurs additionnels fournis par les missions diplomatiques européennes, on arrive à un déploiement total de plus de 120 personnes pour participer à l'observation des élections. C'est la première fois qu'une telle mission est envoyée au Burkina Faso, alors que quelque 200 Missions de

LA LETTRE DE OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso N°3, novembre 2015

ce type ont été déployées depuis une vingtaine d'années dans le monde.



Briefing par Mme Cécile Kyengé, Chef de la Mission d'observation électorale de l'UE, des participants du processus électoral

Les missions d'observation permettent d'évaluer dans quelle mesure une élection se déroule conformément aux normes internationales. Mais cette Mission ne peut qu'observer, en aucun cas « certifier » les résultats, ceci relève des institutions nationales ; elle formulera néanmoins des recommandations après le scrutin, en vue des élections suivantes, en fonction de ce qui aura été observé. Mais, je souhaite le redire, les élections au Burkina Faso sont bien sûr avant tout l'affaire des Burkinabé ; pour nous, il s'agit d'abord d'aider à ce que chaque citoyen et citoyenne du Burkina Faso fasse un choix libre de ses prochains dirigeants.

Un mot sur l'action de coopération au développement de l'UE au Burkina Faso ?

Au-delà d'être un partenaire politique, l'Union européenne est aussi le premier partenaire technique et financier du Burkina Faso, en dons. Nous appuyons des projets, les Burkinabé le savent, quasiment dans tous les secteurs. L'aide de l'Union européenne au Burkina Faso dans les années qui viennent est précisée dans un document conjoint, le « Programme indicatif national » (PIN), qui est doté de 623 millions d'Euros d'ici 2020 au titre du 11ème FED (Fonds européen de développement). Il y a trois grands secteurs de concentration de l'aide européenne : le renforcement de la gouvernance et de l'efficacité des politiques publiques, la santé, et -3ème secteur de concentration - la sécurité alimentaire, l'eau et l'agriculture durable. Bon an mal an, c'est un total de plus de 100 millions d'Euros que l'Union européenne dépense chaque année pour appuyer des projets au Burkina Faso, et il n'y a pas eu de ralentissement en 2015.

A cela s'ajoute une aide importante dans un cadre régional, notamment dans le domaine des infrastructures, en particulier via l'UEMOA, organisation régionale auprès de laquelle je suis également accrédité. L'Union européenne dispose d'autres instruments spécifiques d'aide, comme le Fonds fiduciaire qui vient d'être créé pour appuyer notamment des projets de coopération transfrontalière et auprès des populations déshéritées qui vivent loin des capitales. Cette newsletter présentera au fur et à mesure les diverses actions de coopération qui sont menées, comme, ce trimestre, un appui important dans le cadre d'un programme d'appui à la décentralisation et aux investissements communaux au Burkina Faso (PADIC).



Cérémonie de remise de véhicules et de matériel au profit du PADIC le 22 octobre 2015

En savoir plus :

[La Coopération au développement](#)
[Biographie de l'Ambassadeur Jean Lamy](#)

Que dire des attentats du 13 novembre dernier à Paris ?

Les plus hautes autorités européennes l'ont dit : "L'Europe est solidaire de la France et des Français ; ces attentats ne visaient pas seulement Paris, mais les valeurs que nous respectons tous de liberté, de démocratie et de solidarité, à Paris comme à Bruxelles, à Bamako comme à Ouagadougou. L'actualité nous le rappelle, avec les attaques au Mali, au Nigeria et au Cameroun, tout comme contre la Russie, au Liban et en Turquie, c'est le même combat que nous devons mener ensemble contre la barbarie. C'est pour cela que, le 16 novembre, nous avons aussi respecté à la Délégation de l'Union européenne une minute de silence, de concert avec notre collègue français, avec un représentant du Gouvernement burkinabé et avec tous les collègues européens représentés à Ouagadougou".

LA LETTRE DE OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso N°3, novembre 2015

Déclaration de l'Union européenne sur la fin des affrontements consécutifs au putsch manqué du 16 septembre 2015 et au rétablissement de la normalité au Burkina Faso.

La fin des affrontements est un pas important vers la normalisation de la situation au Burkina Faso. Elle permet au Gouvernement de Transition de lancer la concertation nécessaire pour fixer le nouveau calendrier électoral sur la base d'un large consensus politique.

L'objectif premier doit rester celui d'organiser, dans les plus brefs délais, des élections crédibles, transparentes et libres qui permettront au pays de se doter d'institutions représentatives et stables pour la consolidation de l'Etat de droit et la relance du développement.

Toutes les questions ouvertes doivent être traitées dans cette perspective.

L'UE, en coordination avec les partenaires régionaux et internationaux du Faso, continuera de soutenir la Transition. La mission d'observation électorale de l'UE, toujours présente à Ouagadougou, poursuit ses activités préparatoires.

En savoir plus :

[L'actualité de la Délégation de l'UE au Burkina Faso](#)

Réaction de l'Union européenne suite aux attentats terroristes du 13 novembre 2015 à Paris

A Ouagadougou Le 16 novembre 2015, à 11h00 (heure locale, 12h00 à Paris), au moment où une minute de silence en mémoire des victimes des attentats de Paris était observée dans les 28 Etats membres de l'UE, l'Ambassadeur Jean Lamy, avec les Chefs de Missions diplomatiques européens accrédités au Burkina Faso et l'ensemble du personnel de la Délégation de l'UE, ont observé une minute de silence afin d'exprimer la solidarité européenne avec la France et les Français et d'honorer la mémoire des victimes, face à cette agression qui heurte nos valeurs communes.

A cette occasion, l'Ambassadeur Lamy a lu la déclaration des Chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE et des dirigeants de ses institutions au sujet des attaques terroristes de Paris, publiée par le Conseil de l'UE :



Minute de silence à la Délégation de l'UE au Burkina Faso : l'Ambassadeur J. Lamy, les représentants des Etats membres de l'UE, le Représentant du Ministère des Affaires Etrangères du Burkina Faso

LA LETTRE DE OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso N°3, novembre 2015

"L'Union européenne est profondément choquée et en deuil après les attaques terroristes de Paris. Il s'agit d'une attaque contre nous tous. Nous ferons face à cette menace ensemble, avec tous les moyens nécessaires et une détermination sans faille. La France est une grande et forte nation. Ses valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité ont inspiré et continuent d'inspirer l'Union européenne. Aujourd'hui, nous sommes unis avec le peuple français et le gouvernement de la France. Cet acte terroriste méprisable atteindra l'objectif inverse de celui qui était recherché et qui était de diviser, de faire peur et de semer la haine.

Le bien est plus fort que le mal. Tout ce qui peut être fait au niveau européen pour assurer la sécurité de la France sera fait. Nous ferons ce qui est nécessaire pour vaincre l'extrémisme, le terrorisme et la haine.

Nous, les Européens, nous nous souviendrons tous du 13 novembre 2015 comme un jour de deuil européen. Tous les européens sont invités à se joindre à une minute de silence en mémoire des victimes à midi, le lundi 16 novembre".

IV. L'Union européenne soutient activement le processus électoral au Burkina Faso

L'appui de l'Union européenne à la transition et au processus électoral au Burkina Faso se décline en trois volets:

- Un appui budgétaire général de type "state building", appui budgétaire à la transition, dont une partie pour les élections ;
- Un programme d'appui financier et technique au processus électoral ;
- Une mission d'observation électorale.

Après une période de concertation suivant l'interruption de la transition par la tentative de coup d'Etat du 16 septembre dernier, le Conseil du Ministres du 14 octobre a confirmé que les élections législatives et présidentielle (premier tour) initialement prévues le 11 octobre 2015, auraient lieu le 29 novembre, soit un report de sept semaines. Selon ce calendrier remanié, en fonction des éventuels recours qui seraient introduits après le premier tour, un éventuel second tour du scrutin présidentiel aurait lieu fin décembre 2015 ou début janvier 2016, la période de la Transition étant prolongée jusqu'à l'installation des nouvelles autorités.

VOLET 1: LES DÉTAILS SUR L'APPUI BUDGÉTAIRE À LA TRANSITION (120 MILLIONS EUR)

En juin 2015, afin de soutenir le gouvernement de transition, l'UE a décidé d'octroyer un appui budgétaire exceptionnel au pays pour la période 2015-2016, d'un

montant de 78,7 milliards FCFA (120 millions EUR), dont une partie spécifique, pour aider à l'organisation des élections.

Une première tranche fixe de 60 millions EUR a été versée en juillet 2015. Une tranche variable de 10 millions EUR sera prochainement versée sur la base du budget spécifique de financement de l'ensemble du processus électoral. Un décaissement du solde de 50 millions EUR est prévu au deuxième trimestre de 2016, dans le respect des critères de bonne gestion des finances publiques auxquels obéit l'aide budgétaire.

VOLET 2 : APPUI À LA CENI: PACTE-BF (ECES) - 4,5 MILLIONS EUR

Ce Projet d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence des Élections au Burkina Faso (PACTE-BF) est mis en œuvre par le Centre Européen d'Appui Électoral (ECES), à travers diverses actions d'appui, principalement à la CENI. Il est cofinancé par l'UE et par plusieurs Etats membres de l'Union (Autriche, Danemark, Allemagne, France, Luxembourg) le budget global s'élevant à 7,3 millions EUR. Les préparatifs de mise en place et formation des démembrements de la CENI et des bureaux de vote, de préparation des imprimés et de déploiement de matériel étaient déjà bien avancés avant le 16 septembre. Une cérémonie de remise du matériel électoral fourni à la CENI par les partenaires du PACTE a eu lieu dès le 5 octobre.



Photo de famille de la cérémonie de remise de matériel à la CENI : M. Jean Lamy, Ambassadeur de l'UE au Burkina, Mme Cécile Kyenge, Chef de la Mission d'Observation électorale de l'UE, Me Barthélémy Kéré, président de la CENI et les Chefs de missions

En savoir plus:

[Le Pacte Burkina Faso](#)

LA LETTRE DE OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso N°3, novembre 2015

Appui aux médias: FasoMédias (Canal France International) – 1 million EUR

Ce projet de 18 mois, cofinancé par la France et par l'UE, a pour objectif de contribuer à la consolidation de la démocratie au Burkina Faso par une meilleure appropriation du champ politique par les citoyens, à travers une information appropriée des médias, conscients de leur mission d'information et d'éducation citoyenne, avec des programmes d'intérêt général reflétant les préoccupations des citoyens. Ce programme s'adresse à une soixantaine de médias (radios privées et publiques de proximité, journaux et médias en ligne), en partenariat avec des organisations de la société civile. En dépit du coup d'Etat du 16 septembre 2015, le programme initial d'actions de coaching et de déploiement de kits pédagogiques a pu être respecté. Il se poursuivra jusqu'en fin 2016.

En savoir plus :

[Le Projet FasoMedias](#)

Monitoring électoral de la Société Civile : PAPE (Diakonia) – contribution UE : 0,50 millions EUR

L'UE contribue à ce programme d'accompagnement de la Société Civile pour les élections (également appuyé par la Suède, le Danemark, et d'autres partenaires). Ce projet, d'une durée d'un an, est coordonné par l'ONG suédoise Diakonia. La contribution UE/Instrument européen contribuant à la Paix et à la Stabilité concerne spécifiquement la mise en place et la gestion d'une plateforme internet d'observation électorale par les Organisations de la Société Civile (OSC), regroupées au sein de la Convention des Organisations de la Société Civile pour l'Observation Domestique des Elections (CODEL) en partenariat avec One World (UK).

En savoir plus :

[Visiter le site web BurkinaVote](#)

VOLET 3: MISSION D'OBSERVATION ÉLECTORALE - MOE UE (INSTRUMENT EUROPÉEN CONTRIBUANT À LA PAIX ET À LA STABILITÉ - 3 MILLIONS EUR)

L'équipe technique d'appui de la GIZ (coopération allemande) et les 8 membres de l'équipe cadre de la MOE UE, présents à Ouagadougou dès le début du mois de septembre, sont restés sur place pendant le coup d'Etat et ont continué leur travail de préparation et d'information. Le Chef de Mission, Mme Kyenge, a été effectué sa première visite à Ouagadougou du 5 au 10 octobre et sa deuxième visite du 5 au 10 novembre 2015. Mme Kyenge est de retour au Burkina Faso du 24 novembre au 2 décembre.



Conférence de presse de présentation de la MOE-UE, en octobre

Le déploiement des 24 observateurs à long-terme (OLT), suspendu à la suite du coup d'Etat, a repris à partir du 7 novembre. Le déploiement des 48 observateurs à court-terme (OCT) est intervenu le 24 novembre. Avec une trentaine de diplomates de la Délégation et des Etats membres de l'UE en poste ou accrédités à Ouagadougou qui rejoindront la mission comme observateurs locaux de courte durée (OLCD) et une équipe de six membres du parlement européen (MPE), la MOE UE comptera donc en tout plus de 120 observateurs sur le terrain le 29 novembre 2015. Ces observateurs apporteront leur appui aux milliers d'observateurs burkinabés qui suivent le déroulement des scrutins.



L'UE soutient également la Coordination pour l'Observation domestique des élections (CODEL)

En savoir plus :

[La Mission européenne d'observation électorale](#)

LA LETTRE DE OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso N°3, novembre 2015

L'Ambassadeur Lamy remet ses lettres de créance au Président Kafando

Le 20 octobre 2015, M. Jean Lamy, Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès du Burkina Faso, a remis ses lettres de créance au Président du Faso, S.E.M. Michel Kafando. La cérémonie s'est déroulée en présence de M. Moussa Nébié, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale et M. Mathieu Tankoano, Directeur de Cabinet du Président du Faso. M. Lamy était accompagné par M. Guido Carrara, Conseiller Politique, et par M. Thierry Barbé, Chef de Coopération de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso.



M. Jean Lamy remet ses lettres de créance au Président Michel Kafando – Photo : présidence BF

Après la présentation formelle des lettres de créance, le Président Kafando a remercié l'UE pour son soutien au gouvernement de la Transition, dès ses premières heures et, par la suite, lors du coup d'Etat de septembre 2015. Au cours de cette période douloureuse pour tout le pays, l'UE et ses Etats membres n'ont ménagé aucun effort pour soutenir le Burkina Faso en vue d'un retour rapide et effectif à l'Etat de droit. L'UE, qui rejette toute prise du pouvoir par la force, a condamné le coup d'Etat et appelé au

retour au pouvoir des autorités civiles, afin d'assurer la continuation du processus de transition engagé depuis novembre 2014. A l'occasion de la cérémonie, M. Lamy a félicité le Gouvernement de la Transition pour l'établissement du nouveau calendrier électoral. Il a brièvement rappelé le soutien politique, matériel et financier de l'UE au Burkina Faso.



Le Président Kafando, Jean Lamy, Moussa Nébié, Guido Carrara devant la carte géante

Depuis bientôt 60 ans, à travers ses actions d'appui au développement économique et social, l'UE demeure le premier partenaire du développement du Burkina Faso, en fournissant plus de la moitié de l'aide dont bénéficie le pays. A l'issue de l'entretien, M. Lamy a offert au Président Kafando une grande carte du Burkina Faso au 1/300 000^e élaborée par l'institut Géographique du Burkina (IGB) avec le soutien technique et financier de l'Union européenne, avec un lot de produits cartographiques issus de cette coopération exemplaire entre le Burkina Faso et l'Union européenne (voir article VII).

LA LETTRE DE OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso N°3, novembre 2015

L'Ambassadeur Lamy présente ses lettres de créance auprès de Cheick Soumaré, président de l'UEMOA

L'ambassadeur Jean Lamy a présenté ses lettres de créance auprès de Cheick Soumaré, président de la Commission de l'UEMOA, le 16 octobre 2015. Cette rencontre a permis d'évoquer la coopération entre l'Union européenne et cette organisation régionale, dans le contexte de la libéralisation des échanges entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest et du renforcement du processus d'intégration régionale.

De gauche à droite : M. Ouane, le Commissaire Dabiré,

Cheick Soumaré, Président de l'UEMOA (en blanc), l'Ambassadeur Lamy, M. Thierry Barbé, Chef de coopération de la DUE



Partenariat cartographique UE-IGB : La carte géante du Burkina Faso remise au Président Kafando

A l'occasion de la remise de ses lettres de créance au président Michel Kafando le 20 octobre 2015, M. Jean Lamy, Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso, a offert à la présidence du Faso, une carte géante du Burkina Faso au 1/300 000^e, élaborée par l'Institut Géographique du Burkina (IGB) avec le soutien technique et financier de l'UE.

Le secteur des infrastructures au Burkina Faso est soutenu, entre autres, par l'Union européenne à travers divers appuis, notamment l'Appui institutionnel Infrastructures – Transports" du 10^e FED (2008-2013), qui vise à endiguer durablement le phénomène de la surcharge des camions sur les routes, à compléter le financement des travaux routiers engagés dans le cadre du 9^e FED et enfin, à renforcer les capacités et les outils pour la planification et la gestion du secteur des transports.

C'est dans le cadre de l'appui institutionnel au secteur des transports qu'a pu être lancée cette initiative de mise à jour de la cartographie de base du pays, qui remontait à 1953. Le projet a permis d'élaborer un outil cartographique cohérent et innovant au profit des administrations, des programmes de développement et des populations. La mise à jour de la cartographie de base au 1/200 000 du Burkina, complète le renforcement des outils de planification et de gestion du secteur des Infrastructures et d'autres secteurs d'activités.



Remise de la carte, l'Ambassadeur Lamy, M. Thierry Barbé, Chef de coopération de l'UE et M. Abdoulaye Belem, Directeur général de l'IGB

Ainsi, 27 cartes topographiques à l'échelle du 1/200 000 couvrant tout le territoire du Burkina Faso à partir d'images satellites, ont été réalisées et sont disponibles à l'IGB. Le projet a également permis de créer une base de données cartographique. Il a aussi œuvré au renforcement des capacités opérationnelles de l'IGB (équipements, formations). Consciente de l'importance de l'information géographique d'aide à la décision pour la planification, la gestion et l'aménagement du territoire, l'UE a souhaité accompagner le Gouvernement du Burkina Faso pour accroître la capacité du Ministère en charge des Infrastructures cartographiques, afin de mieux répondre aux nouveaux défis du pays, notamment dans le domaine des infrastructures et de l'aménagement du territoire.

LA LETTRE DE OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso N°3, novembre 2015

Appui à la décentralisation : l'UE remet un important lot de véhicules et de matériels dans le cadre du programme d'appui à la décentralisation et aux investissements communaux (PADIC)

Une vingtaine de véhicules, une cinquantaine de deux-roues et des équipements bureautiques, destinés à renforcer les capacités opérationnelles des gouvernorats et des Agences régionales du "Fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales", ont été remis par l'Ambassadeur Jean Lamy le 22 octobre 2015, au Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

Cette remise de matériel fait partie du programme d'Appui à la décentralisation et aux investissements communaux (PADIC). Ce programme, lancé en 2012 et doté d'un montant de 16,5 milliards FCFA (environ 25 millions EUR), participe au renforcement des capacités institutionnelles des instances centrales, déconcentrées et décentralisées et au renforcement des capacités des Collectivités Territoriales, notamment en termes de maîtrise d'ouvrage.

Le PADIC est mis en œuvre à travers des appuis institutionnels au gouvernement (matériel, formations, suivi évaluation) et des appuis aux collectivités territoriales (formations spécifiques, gestion, appui spécifique pour l'établissement des Agences Régionales de Développement). Outre ces actions, le PADIC contribue à un abondement du Fonds Permanent de Développement des Collectivités Territoriales, l'instrument principal du gouvernement pour le financement des investissements des collectivités territoriales, notamment en matière d'eau, assainissement, santé, éducation, etc.), pour un montant de 8,25 milliards FCFA (12,5 millions EUR).

L'Ambassadeur Lamy a déclaré à cette occasion :

"La décentralisation renforce la démocratie et la bonne gouvernance, en rapprochant la prise de décision du citoyen, en rendant plus transparente et efficace la gestion des ressources publiques. C'est en effet au niveau du territoire, du village ou de la ville, que se mesure la vitalité de la démocratie ; c'est au final le développement local qui mesure l'efficacité de la politique, au sens noble du terme, puisque la politique c'est étymologiquement "l'administration de la cité". C'est dire l'importance, à l'approche d'importantes échéances électorales nationales et locales, d'une bonne articulation, d'une bonne organisation, entre ce qui doit être fait au niveau national et au niveau local, à l'écoute des besoins de la population".



Une vingtaine de véhicules ont été remis au Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation au cours de la cérémonie



L'Ambassadeur Lamy remet le lot de matériel au Ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation

LA LETTRE DE OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso N°3, novembre 2015

UEMOA : l'Ambassadeur Lamy intervient sur l'importance de la facilitation des échanges commerciaux et la coopération régionale

Du 26 au 30 octobre 2015, la Délégation de l'UE a participé à un atelier régional organisé par la Commission de l'UEMOA, destiné à sensibiliser, former et informer le secteur privé, en vue de mieux comprendre les dispositions sur la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers de l'Accord de Bali sur la facilitation des échanges.

A cette occasion, l'Ambassadeur Lamy a souligné l'importance d'une libéralisation effective des échanges et d'une mise en œuvre des instruments multilatéraux afin de favoriser l'investissement et le commerce dans la zone UEMOA, ainsi qu'entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest.

Il s'est référé, à cette occasion au discours prononcé par la Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et Vice-présidente de la Commission européenne, Mme Federica Mogherini, devant l'Union Africaine, le 20 octobre 2015 :

"Le mot-clé est "investissements". Quand je parle d'investissements, ce que j'ai à l'esprit, ce n'est pas la vieille approche 'top-down'. Au final, ce sont les compagnies privées, non les gouvernements, qui créent les emplois. Mais il appartient aux gouvernements de créer les conditions pour permettre au secteur privé de se développer, en Afrique comme en Europe. Des marchés africains plus sains et plus fluides sont dans l'intérêt de l'Afrique autant que de l'Europe (...)



L'Ambassadeur Lamy lors de son allocution

Nous devons aller au-delà du modèle de la relation donneur-receveur. L'Europe et l'Afrique doivent travailler ensemble pour promouvoir plus d'industrialisation, plus de diversification, et plus de création de valeur ajoutée. L'Europe et l'Afrique doivent investir mutuellement l'une avec l'autre".

En savoir plus :

[L'intégralité du discours de Mme Federica Mogherini](#)

Aide humanitaire – sécurité alimentaire : Clôture du projet européen de soutien aux populations vulnérables pour lutter contre la malnutrition

Plus de 13 000 personnes ont bénéficié d'un projet européen de soutien aux populations vulnérables visant à améliorer l'état nutritionnel des ménages très pauvres et à renforcer la lutte contre la malnutrition au Burkina Faso, dans la région du Nord.

Le projet, d'un montant global d'environ 390 millions de FCFA (600 000 EUR) a été financé par le Département de l'Aide Humanitaire et de la Protection Civile de la Commission Européenne (ECHO) et mis en œuvre par les organisations Gruppo di Volontariato Civile (GVC), GRET, et Medicus Mundi Andalusia, en étroite collaboration avec les institutions locales.

A travers ce projet de soutien aux populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle et de prévention de la malnutrition aiguë, 2.096 ménages très pauvres du pays (soit environ 13 000 personnes) ont bénéficié d'un appui sous forme de transferts monétaires périodiques et de "filet nutritionnel" à travers la distribution gratuite de farines infantiles fortifiées pour les enfants âgés de 6 à 23 mois.

Les données relatives à cette région située au Nord du Burkina indiquaient une prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) de 11,8%, une malnutrition chronique dépassant le seuil de l'endémie sévère (30% selon l'Organisation Mondiale de la Santé), une morbidité des enfants de moins de 5 ans présentant un taux élevé (43,4%), ainsi qu'une détérioration quasi-permanente des moyens de subsistance.

Le projet a permis que ses bénéficiaires, déjà très vulnérables, par manque de moyens, évitent de recourir à des stratégies de survie néfastes au cours de la période de soudure 2015, comme la vente de leurs actifs ou de bétail, ce qui aurait aggravé leur situation.

En savoir plus :

Pour plus d'informations :

[Le département ECHO de la Commission européenne](#)